

VILLE
DE
BAUME - LES - DAMES



DOUBS

DÉPARTEMENT DU DOUBS
Canton de Baume les Dames
Arrondissement de Besançon
**COMMUNE DE BAUME LES
DAMES**

(N°INSEE : 25047)

Nombre de membres

- En exercice : 29
- Présents : 20
- Votants : 24
- Ayant donné procuration : 4
- Absents : 5

Date de convocation

06/12/2022

Date d'affichage

19/12/2022

Extrait du registre des Délibérations du Conseil Municipal
Séance du 12 décembre 2022

L'an DEUX MILLE VINGT DEUX, le DOUZE DECEMBRE, à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de BAUME LES DAMES s'est réuni à la Salle du Conseil Municipal après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Arnaud MARTHEY, Maire, pour la session ordinaire du mois de DECEMBRE.

Etaient présents (20) :

Arnaud MARTHEY, Marie-Christine DURAI, Gérard GLEIZE, Francine COUDON, Christian BASSENNE, Sylviane MARBOEUF, Julien BOILLOT, Colette ROMANENS, Annie GIRARDAT, Jean-Claude MAURICE, Jean-Claude ALAMPI, Jean-Marc VUILLEMIN, Dominique MISCHI, Laure THIEBAUT, Sébastien FERNIOT, Christian LANIER, Frédéric SERGENT, Thomas VIGREUX, Emilie GOGAND, Soazig BONFILS.

Procurations données (4) :

Christelle LAMBERT donne pouvoir à Emilie GOGAND
Sandra BOUHESSANE donne pouvoir à Sylviane MARBOEUF
Maud BEAUQUIER donne pouvoir à Laure THIEBAUT
Camille LIARD donne pouvoir à Annie GIRARDAT

Absents (5) :

Bruno DEBRIE
Philippe RONDOT
Emmanuelle WISSANG-GIRARD
Charline BARDEY
Florian CORDIER

Il a été procédé conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire pris dans le Conseil Municipal, Annie GIRARDAT ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur le Président a déclaré la séance ouverte.

Délibération n° J01/2022

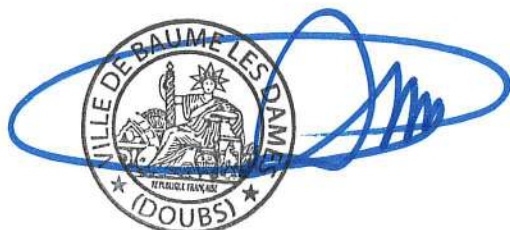
Objet : Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 15 novembre 2022

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 15 novembre 2022.

Vote du Conseil :

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

**Le Maire,
Arnaud MARTHEY**



PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 NOVEMBRE 2022

L'an DEUX MILLE VINGT DEUX, le QUINZE NOVEMBRE, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de BAUME LES DAMES s'est réuni à la Salle du Conseil Municipal après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Arnaud MARTHEY, Maire, pour la session ordinaire du mois de NOVEMBRE.

Etaient présents (21) :

Arnaud MARTHEY, Gérard GLEIZE, Francine COUDON, Christian BASSENNE, Sylviane MARBOEUF, Julien BOILLLOT, Jean-Claude MAURICE, Jean-Claude ALAMPI, Jean-Marc VUILLEMIN, Dominique MISCHI, Laure THIEBAUT, Emmanuelle WISSANG-GIRARD, Christelle LAMBERT, Sébastien FERNIOT, Frédéric SERGENT, Thomas VIGREUX, Sandra BOUHESSANE, Emilie GOGAND, Maud BEAUQUIER, Soazig BONFILS, Florian CORDIER.

Procurations données (5) :

Marie-Christine DURAI donne pouvoir à Arnaud MARTHEY
Colette ROMANENS donne pouvoir à Francine COUDON
Annie GIRARDAT donne pouvoir à Christian BASSENNE
Charline BARDEY donne pouvoir à Christelle LAMBERT
Camille LIARD donne pouvoir à Annie GIRARDAT

Absents (3) :

Bruno DEBRIE
Philippe RONDOT
Christian LANIER

Il a été procédé conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire pris dans le Conseil Municipal. Madame Francine COUDON ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées. Monsieur le Président a déclaré la séance ouverte.

Présentation du projet de bassin d'orage par le cabinet Montmasson

Protéger l'environnement et limiter les déversements en milieu naturel des eaux usées et eaux pluviales, c'est l'objectif principal de la construction du bassin de stockage et restitution des eaux par temps de pluie. Un bassin de délestage de 1800m³ va ainsi être construit. Des travaux de restructuration des réseaux d'assainissement associés à ce bassin seront également menés ainsi que des travaux de voirie.

En cas de fortes précipitations, la station d'épuration n'arrivant pas à absorber l'ensemble du flux à traiter, une partie est rejetée dans la nature (le Doubs). C'est pour éviter cela que le bassin de stockage et restitution sera construit sur la place Jouffroy d'Abbans. Il permettra de stocker les eaux usées et les eaux pluviales lors de fortes précipitations. Elles seront ensuite traitées par la STEP, limitant ainsi le rejet en milieu naturel.

Monsieur Frédéric SERGENT regrette que des travaux permettant de dissocier les eaux usées et les eaux pluviales ne soient pas réalisés en parallèle du BSR. Il émet également des inquiétudes sur l'étanchéité du bassin et des réseaux.

Le cabinet se montre très rassurant, en évoquant notamment les matériaux utilisés pour la réalisation de ces ouvrages. Il précise également qu'un bon réseau unitaire est parfois préférable à un mauvais réseau séparatif.

Le planning prévisionnel : mise en service juin 2024, avec un lancement des travaux programmé en avril mai 2023.

AFFAIRES GENERALES

101-2022 Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 18 octobre 2022

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 18 octobre 2022.

Monsieur Jean-Marc VUILLEMIN demande une modification du PV du 18 octobre 2022 avec une confirmation que l'intervention sur la Place de l'Abbaye concerne uniquement le réseau d'eau. Monsieur Julien BOILLLOT confirme qu'il s'agit donc uniquement du réseau d'eau.

Vote du Conseil :

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

102-2022 Motion AMF alerte finances locales

L'Association des Maires de France propose au Conseil Municipal la motion suivante :

Le Conseil municipal de la Ville de Baume les Dames Exprime sa profonde préoccupation concernant les conséquences de la crise économique et financière sur les comptes de la commune, sur sa capacité à investir et sur le maintien d'une offre de services de proximité adaptée aux besoins de la population.

Nos communes et intercommunalités doivent faire face à une situation sans précédent :

Estimée pour 2022 et 2023 à environ 5,5%, l'inflation, à son plus haut niveau depuis 1985, va faire augmenter les dépenses annuelles de fonctionnement de plus de 5 Md€.

Les coûts de l'énergie, des produits alimentaires et des matériaux connaissent une hausse spectaculaire qui à elle seule compromet gravement l'équilibre des budgets de fonctionnement et les capacités d'investissement des communes et de leurs intercommunalités.

Enfin, l'augmentation de 3,5% du point d'indice, mesure nécessaire pour les agents territoriaux, ajoute une charge supplémentaire de 2,3 Md€ pour nos collectivités.

Après quatre ans de baisse des dotations de 2014 à 2017, la réduction des moyens s'est poursuivie depuis 2017 avec le gel de la DGF et la baisse chaque année des attributions individuelles pour plus de la moitié des collectivités du bloc communal. Les projets de loi de finances et de programmation des finances publiques proposent de rajouter encore des contraintes avec la suppression de la CVAE et une nouvelle restriction des interventions des collectivités locales, à hauteur de 15 Md€ d'ici 2027, par un dispositif d'encadrement des dépenses comparable à celui dit de Cahors et visant un plus grand nombre de communes et d'intercommunalités.

Ces mesures de restriction financières de nos communes ne se justifient pas : les collectivités ne sont pas en déficit et les soldes qu'elles dégagent contribuent au contraire à limiter le déficit public.

Les erreurs du passé ne doivent pas être reproduites : depuis 2014, la baisse cumulée des dotations, qui représente un montant de 46 Md€ a conduit à l'effondrement des investissements alors que les comptes de l'Etat n'ont fait apparaître aucune réduction de déficit : celui de 2019, juste avant la crise sanitaire, est resté au même niveau qu'en 2014 (3,5% du PIB).

Face à l'impact de la crise économique, il est essentiel de garantir la stabilité en Euros constants des ressources locales pour maintenir l'offre de services à la population, soutien indispensable au pouvoir d'achat des ménages.

Face à la faiblesse de la croissance annoncée à 1% en 2023, l'urgence est également de soutenir l'investissement public local qui représente 70% de l'investissement public et constitue une nécessité pour accompagner la transition écologique des transports, des logements et plus largement de notre économie.

Dans un contexte de crise mondiale, le Parlement doit prendre la mesure de cette réalité et permettre aux communes et intercommunalités de disposer des moyens d'assurer leurs missions d'amortisseurs des crises.

La commune de Baume les Dames soutient les positions de l'Association de Maires de France qui propose à l'Exécutif :

- **d'indexer la DGF sur l'inflation 2023**, afin d'éviter une nouvelle réduction des moyens financiers du bloc communal de près de 800 millions d'euros. La revalorisation de la DGF est également indispensable pour engager une réforme globale de la DGF, visant notamment à réduire les écarts injustifiés de dotations.

- **de maintenir l'indexation des bases fiscales** sur l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) de novembre 2022 (+6,8% estimés).

- **soit de renoncer à la suppression de la CVAE, soit de revoir les modalités de sa suppression.** Adossée à la valeur ajoutée et déductible du bénéfice imposable à l'IS, la CVAE n'est pas déconnectée des performances de l'entreprise, elle n'est pas un impôt de production mais constitue un lien fiscal essentiel entre les entreprises et leur territoire d'implantation. Les collectivités ne sont pas responsables du niveau élevé des prélèvements obligatoires, la fiscalité locale ne représentant que 6,5% du PIB sur un total de 44,3%.

Si la suppression de la CVAE devait aboutir, il serait alors indispensable de la remplacer par une contribution locale, sur laquelle les collectivités garderaient le pouvoir de taux et/ou d'assiette. Dans l'attente d'un dispositif élaboré avec les associations d'élus, la Ville de Baume les Dames demande un dégrèvement permettant une compensation intégrale.

- **de renoncer à tout dispositif punitif d'encadrement** de l'action locale. Les 15 Md€ de restrictions de dépenses imposés aux collectivités locales d'ici 2027 sont en réalité des restrictions imposées à la population car c'est autant de moins pour financer l'offre de services.

- **de réintégrer les opérations d'aménagement, d'agencement et d'acquisition de terrains dans l'assiette du FCTVA.** Cette réintégration doit être opérée en urgence pour permettre notamment aux collectivités locales frappées par les incendies d'avoir de nouveau accès au FCTVA pour l'aménagement des terrains concernés.

- **de révoquer les procédures d'attribution de la DETR et de la DSIL** pour permettre une consommation des crédits votés en lois de finances. En particulier, la Ville de Baume les Dames demande la suppression des appels à projets, et, pour l'attribution de la DSIL, l'instauration d'une commission d'élus et la transmission des pouvoirs du préfet de région au préfet de département. Cette même logique doit prévaloir pour l'attribution du « fonds vert ».

La Ville de Baume les Dames demande que la date limite de candidature pour la DETR et pour la DSIL intervienne après le vote du budget primitif concerné. Cette évolution permettrait de donner plus de temps aux échanges avec les services de l'Etat et d'appréhender l'ensemble des projets éligibles.

Enfin, dans un souci de simplification, lorsque le cumul des deux dotations est possible, il faut que le même dossier puisse servir à l'instruction de l'attribution des deux dotations.

Concernant la crise énergétique, la Ville de Baume les Dames soutient les propositions faites auprès de la Première ministre par l'ensemble des associations d'élus de :

- **Créer un bouclier énergétique d'urgence** plafonnant le prix d'achat de l'électricité pour toutes les collectivités locales, éventuellement assorti d'avances remboursables.
- **Permettre aux collectivités de sortir sans pénalités financières** des nouveaux contrats de fourniture d'énergie, lorsqu'elles ont dû signer à des conditions tarifaires très défavorables.
- **Donner aux collectivités qui le souhaitent la possibilité de revenir aux tarifs réglementés de vente (TRV)** – c'est-à-dire aux tarifs régulés avant l'ouverture à la concurrence – quels que soient leur taille ou leur budget.

La présente délibération sera transmise au Préfet et aux parlementaires du département.

Madame Sylviane MARBOEUF demande le niveau de perte de dotations pour la Ville de Baume les Dames.

Monsieur Christian BASSENNE lui répond que cela a été divisé par plus de 2 depuis 2014.

Vote du Conseil :

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

FINANCES

I03-2022 Montant définitif des Attributions de Compensation (AC) 2022 des communes membres de la CCDB

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu le Code Général des Impôts (CGI), notamment l'article 1609 nonies C. V. 1° bis,

Vu les délibérations du conseil communautaire du 2 et du 29 octobre 2013 instaurant la Fiscalité Professionnelle Unique (FPU),

Vu les délibérations du 11 octobre 2017 approuvant :

- La révision libre des attributions de compensation (AC) des communes membres de la CCDB 2017 (pacte fiscal lié aux transferts des compétences enfance jeunesse et scolaire au 1er janvier 2017) ;
- Le pacte fiscal relatif aux zones d'activités et aux parcs éoliens.

Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté de communes Doubs Baumoises en date du 28 septembre 2022 approuvant le montant définitif des attributions de compensation (AC) 2022 des communes membres de la CCDB,

Préambule : Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision ont été fixées librement en 2017 par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées (1° bis du V de l'article 1609 nonies C du CGI).

La mise en œuvre du pacte fiscal nécessite chaque année la révision libre (dérogatoire) des montants des attributions de compensation.

LE MONTANT DES AC 2022 EST CALCULÉ COMME SUIT :

AC définitive 2021 =

AC issue de la Fiscalité Professionnelle Unique (compensation des impôts économiques désormais perçus par la CC depuis le passage en FPU)

+ **pacte fiscal PEEJ/Scolaire** (variation dotation de compensation territoriale : cette variation est nulle à partir de 2021 car si la commune est contributrice elle ne verse plus de contribution depuis 2020 ; si la commune est bénéficiaire elle perçoit le montant figé en 2020 soit 66% de la dotation 2017)

+ **conséquences restitution compétence « secrétariat »** (concerne les communes adhérentes au service commun de secrétariat de la CCDB au 01/01/17)

+ **versement pacte fiscal zones** (concerne uniquement la commune de Baume les Dames à ce jour)

+ **versement pacte fiscal éolien** (concerne les communes ayant une ou plusieurs éoliennes sur leur territoire)

- **contribution SDIS** (cette contribution augmentant chaque année, la somme prélevée dans l'AC de la commune est en hausse)

- **participation aux services communs de la CCDB (secrétariat, ADS)**

+ **reversement de la participation RGPD** (adhésion à l'Ad@t pour la protection des données, la CCDB paie la contribution à l'Ad@t pour l'ensemble des communes)

Le montant de l'AC sera versé/prélevé aux communes membres par douzième chaque mois si ce montant est supérieur à 2 000€ et annuellement si le montant est inférieur à 2 000€. Si le montant est négatif pour la commune, il sera à imputer dans le budget communal intégralement au compte 739211. S'il est positif, il sera à imputer intégralement au compte 73211.

Le Maire propose de délibérer sur le montant de l'attribution de compensation 2022 de la commune soit 1 111 455 € (voir dernière colonne du tableau joint en annexe). L'exposé entendu, et après en avoir délibéré, le Conseil municipal statuera sur le montant de l'attribution de compensation 2022 de la commune proposé soit 1 111 455€ (voir dernière colonne du tableau joint en annexe).

Vote du Conseil :

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

I04-2022 Budget GENERAL Décision Modificative N°2

Après un travail de mise à jour de l'inventaire avec la trésorerie, le montant des amortissements doit être ajusté. Une inscription supplémentaire de 54 000 € est nécessaire. Cette inscription sera compensée par une diminution du virement à la section d'investissement. La Médiathèque a obtenu une aide exceptionnelle du centre national du livre de 2 300 €. Cette subvention permet l'inscription de 2 300 € de crédits supplémentaires pour l'acquisition d'ouvrages.

Le chapitre 012, charges liées aux charges de personnel, nécessite l'inscription de 90 000 € de crédits supplémentaires. Cette hausse est liée à l'augmentation du point d'indice (environ 25000€), à un renfort non prévu (service compta), aux contrats de remplacement avec le CGD (Centre de Gestion du Doubs), à une régularisation de la cotisation Assurance du Personnel 16 000 €.

L'augmentation du chapitre 012 sera compensée par l'inscription de recettes nouvelles : les remboursements des indemnités journalières à hauteur de 46 000 €, la participation de la Caisse des Dépôts (solution numérique Teekers) à hauteur de 6 000 € et l'attribution du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle pour 10 000 €.

Le solde de 35 200 € viendra en déduction du sur équilibre BP 2022 qui était de 586 327.54 € et qui passera à 551 127.54 €

FONCTIONNEMENT						
DEPENSES			RECETTES			
chap 023	Virt à section d' investissement	-54 000.00				
chap 042	Dotations aux amortissements	54 000.00				
chap 011	6065-livres,disques, médiathèques	2 300.00	chap 74	Aide except. Centre National Livre	2 300.00	
chap 012	Charges de personnel et frais assimilés	90 000.00	chap 013	art.6419 Atténuations de charges (rembt LJ	46 000.00	
chap 66	Charges financières	7 200.00	chap 74	art.7478 Participations autres organismes	6 000.00	
				art.74832 Attribution FDPTP	10 000.00	
dépenses		99 500.00	recettes		64 300.00	
					solde R-D	-35 200.00
					Sur équilibre BP 2022	586 327.54
					Sur équilibre après DM1	551 127.54

INVESTISSEMENT				
DEPENSES		RECETTES		
		chap 021	Virt de la section de fonctionnement	-54 000.00
		chap 040	Amortissements	54 000.00
dépenses	0.00	recettes		0.00
Solde R-D				0.00

Il est proposé au Conseil Municipal de valider cette Décision Modificative.

Monsieur le Maire explique aux Elus que l'augmentation des charges de personnel correspond à la hausse du point d'indice demandé par l'Etat, sans concertation avec les collectivités locales. Pour notre collectivité, cela revient à un surcoût d'environ 40 000€ à l'année.

Vote du Conseil :

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

I05-2022 Budget ASSAINISSEMENT Décision Modificative N°1

FONCTIONNEMENT :

Suite à un travail de mise à jour de l'inventaire avec la trésorerie, le montant des amortissements doit être ajusté. Une inscription supplémentaire de 40 000 € est nécessaire.

Une inscription supplémentaire de 1 000 € au chapitre 012 Charges de personnel est nécessaire. Cette augmentation est liée à l'augmentation du point d'indice et à la vaccination contre la leptospirose.

L'inscription totale de 41 000 € en dépenses viendra en déduction du sur équilibre BP 2022 de 276 759.19 € qui passera donc à 253 759.19€.

INVESTISSEMENT :

Une erreur matérielle s'est produite lors de la saisie du BP 2022. Le numéro d'opération ASST133 n'a pas été inscrit en face des crédits votés de 950 000 € relatifs aux crédits de paiement de l'Autorisation de Programme du Bassin d'Orage. Il s'agit d'un simple virement de chapitre à chapitre. L'agitateur de la station d'épuration doit être changé en urgence. Les crédits inscrits au BP au chapitre 20-Etudes pour 4 800 € seront virés au chapitre 21-Immobilisations corporelles.

L'ajustement des amortissements a pour effet d'augmenter le sur équilibre BP 2022 de 2 182 949.69 € qui passera après DM à 2 222 949.69€.

FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
chap 012	Charges de personnel et frais assimilés	1 000.00	
chap 042	Dotations aux amortissements	40 000.00	
	dépenses	41 000.00	
		recettes	0.00
		solde R-D	-41 000.00
		Sur équilibre BP 2022	276 759.19
		Sur équilibre après DM1	235 759.19

INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Op ASST133	BASSIN D ORAGE (crédits de paiement 2022)	950 000.00	
Chap 23	Immobilisations en cours	-950 000.00	
Chap 20	Frais d'Etudes	-4 800.00	
Chap 21	Immobilisations corporelles	4 800.00	
	dépenses	0.00	
		recettes	40 000.00
		Solde R-D	40 000.00
		Sur équilibre BP 2022	2 182 949.69
		Sur équilibre après DM1	2 222 949.69

Il est proposé au Conseil Municipal de valider cette Décision Modificative.

Vote du Conseil :

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

106-2022 Budget EAU Décision Modificative N°3

Suite à l'augmentation des taux d'intérêt sur les emprunts à taux révisables, il est nécessaire d'inscrire des crédits supplémentaires au chapitre 66 Charges financières. Cette inscription nouvelle viendra en déduction du suréquilibre BP 2022 qui était de 34 192.33 et passera donc à 32 692.33 €

FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
chap 66	Charges financières	1 500.00	
	dépenses	1 500.00	
		recettes	0.00
		solde R-D	-1 500.00
		Sur équilibre BP 2022	34 192.33
		Sur équilibre après DM3	32 692.33

Il est proposé au Conseil Municipal de valider cette Décision Modificative.

Vote du Conseil :

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

107-2022 Budget COMPLEXE TOURISTIQUE Décision Modificative N°1

Suite au travail effectué sur l'inventaire avec la trésorerie, un ajustement du montant des amortissements est nécessaire.

FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
chap 042	Dotation aux amortissements	2 200.00	
	dépenses	2 200.00	
		recettes	0.00
		solde R-D	-2 200.00
		Sur équilibre BP	5 490.92
		Sur équilibre après DM1	3 290.92

INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
		chap 040	Amortissements
			2 200.00
	dépenses	0.00	
		recettes	2 200.00
		Solde R-D	2 200.00

Il est proposé au Conseil Municipal de valider cette Décision Modificative.

Vote du Conseil :

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

108-2022 Mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 01/01/2023

En application de l'article 106 III de la loi n° 2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent, par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57.

Cette instruction, qui est la plus récente, la plus avancée en termes d'exigences comptables et la plus complète, résulte d'une concertation étroite intervenue entre la Direction générale des collectivités locales (DGCL), la Direction générale des finances publiques (DGFIP), les associations d'élus et les acteurs locaux. Destinée à être généralisée, la M57 deviendra le référentiel de droit commun de toutes les collectivités locales d'ici au 1^{er} janvier 2024.

Reprenant sur le plan budgétaire les principes communs aux trois référentiels M14 (Communes et Etablissements publics de coopération intercommunale), M52 (Départements) et M71 (Régions), elle a été conçue pour retracer l'ensemble des compétences exercées par les collectivités territoriales. Le budget M57 est ainsi voté soit par nature, soit par fonction.

Le référentiel budgétaire et comptable M57 étend en outre à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions, offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Par ailleurs, lors du vote du budget annuel, une faculté est donnée à l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Ces mouvements font alors l'objet d'une communication à l'assemblée au plus proche conseil suivant cette décision.

Compte tenu de ce contexte réglementaire et de l'optimisation de gestion qu'elle introduit, il est proposé d'adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable et l'application de la M57.

Le périmètre de cette nouvelle norme comptable sera celui des budgets gérés selon la comptabilité M14, y compris ceux créés entre la date d'adoption de cette délibération et le 31 décembre 2022.

Ceci étant exposé, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

Article 1 : adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable de la M57 développée, pour la commune de Baume les Dames pour son budget principal et ses budgets annexes actuellement gérés en M14 ;

Article 2 : autoriser le Maire, ou son représentant délégué à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Approuvera la mise en place de la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier 2023, telle que présentée ci-dessus.

Vote du Conseil :

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

109-2022 Adoption du Règlement budgétaire et Financier (RBF) de la collectivité

Le Règlement Budgétaire et financier devient obligatoire à la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable de la M57. Celui-ci a pour objectif principal de clarifier et de rationaliser l'organisation financière et la présentation des comptes locaux.

Le Règlement Budgétaire et Financier décrit notamment les processus financiers internes que la Commune de Baume les Dames a mis en œuvre pour renforcer la cohérence de ses choix de gestion. Il permet également d'identifier le rôle stratégique de chacun des acteurs en présence.

Les modalités de préparation et d'adoption du budget par l'organe délibérant ainsi que les règles de gestion par l'exécutif des autorisations de programme et d'engagement sont par ailleurs des éléments obligatoires du règlement.

Le présent règlement sera actualisé et complété en fonction de l'évolution des dispositions législatives et réglementaires ainsi que des nécessaires adaptations des règles de gestion.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- **adopter la mise en place du Règlement Budgétaire et Financier.**
- **autoriser le Maire, ou son représentant délégué à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.**

Monsieur Frédéric SERGENT souligne la qualité de ce document, qui est très utile pour expliquer les procédures de fonctionnement de la collectivité notamment aux nouveaux Élus.

Vote du Conseil :

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

110-2022 Participation au poste de directeur de l'École de Musique du Pays Doubs Central (EMPDC)

Le 17 décembre 2008 par délibération, le Conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer une convention portant sur l'adhésion de la collectivité à l'école de musique du Pays Doubs Central pour garantir le financement du poste de directeur.

Comme chaque année, il est proposé de signer un avenant à cette convention qui fixe la quote-part annuelle de la commune. Pour la période de septembre 2022 à août 2023 la quote-part de la commune de Baume les Dames s'élève à 9308,26 €.

Détail de la quote-part :

Coût global du poste de directeur : 19.960 euros (pour information 19.650 euros en 2021)

Nombre d'élèves total : 208 (pour information 201 en 2021)

Nombre d'élèves baumois : 97 (pour information 97 en 2021)

97 x 19.960 € / 208 soit 9308,26 € pour l'année.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires.

Monsieur Florian CORDIER demande à combien d'heures travaillées correspond ce salaire. Monsieur le Maire répond qu'il s'agit d'un temps complet sur le poste de Directeur. Une partie du financement vient de la commune de Baume les Dames, l'autre partie vient des autres antennes. Il précise aussi que l'École de Musique propose un enseignement musical, très structuré, encadré et réglementaire.

Monsieur Florian CORDIER s'interroge : au vu du contexte financier il est envisagé de diminuer les subventions aux associations, doit-on alors conserver le même montant pour le poste de directeur ?

Monsieur le Maire explique aux Élus qu'il faudra probablement faire des économies sur les subventions attribuées aux associations en 2023 mais pour l'école de musique baisser la subvention reviendrait à augmenter le coût de l'enseignement musical pour les familles.

Monsieur Florian CORDIER propose la mise en place d'un passeport musique pour que chacun puisse choisir la structure musicale où il souhaite s'inscrire, sans limiter à une seule association.

Madame Laure THIEBAUT intervient : cette école de musique intercommunale permet un enseignement à la culture musicale avec un prix très accessible, des instruments prêtés aux enfants, des accès aux familles en difficulté. Elle ajoute que la présence de l'Harmonie aux manifestations patriotiques de la Ville est très appréciable.

Monsieur le Maire précise que les autres collectivités nous envient la présence d'une telle Harmonie Municipale lors des commémorations. La commune a beaucoup de chance d'avoir une telle association aussi bien structurée.

Madame Maud BEAUQUIER trouve que l'École de Musique permet une grande équité pour les enfants puisque l'inscription est à un prix vraiment accessible à toutes les familles.

Il est convenu que les chiffres notamment financiers de l'Assemblée Générale du 8 décembre seront envoyés aux Élus pour qu'ils aient tous les éléments nécessaires à leur bonne information.

Vote du Conseil :

Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 1

111-2022 Budget FORET – Etat d'assiette 2023

Vu le Code forestier et en particulier les articles, L112-1, L121-1 à L121-5, L124-1, L211-1, L212-1 à L212-4, L214-3, L214-5, D214-21-1, L214-6 à L214-11, L243-1 à L243-3, L244-1, L261-8.

Le Maire rappelle au Conseil municipal que :

- La mise en valeur et la protection de la forêt communale sont reconnues d'intérêt général. La forêt communale **de BAUME LES DAMES, d'une surface de 1387.31 ha** étant *susceptible d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution*, elle relève du Régime forestier ;
- Cette forêt est gérée suivant un aménagement approuvé par le Conseil municipal et arrêté par le préfet en date du 25-10-2004. Conformément au plan de gestion de cet aménagement, l'agent patrimonial de l'ONF propose, chaque année, les coupes et les travaux pouvant être réalisés pour optimiser la production de bois, conserver une forêt stable, préserver la biodiversité et les paysages ;
- **la mise en œuvre du Régime forestier implique pour la commune, des responsabilités et des obligations notamment la préservation du patrimoine forestier et l'application de l'aménagement qui est un document s'imposant à tous.**

En conséquence, il invite le Conseil municipal à délibérer sur la présentation d'assiette des coupes 2023 puis sur la dévolution et la destination des produits issus des coupes de bois réglées, des coupes non réglées des parcelles et des chablis listés dans le tableau d'Assiette présenté par le technicien ONF.

Considérant l'aménagement en vigueur et son programme de coupes ;

Considérant le tableau d'assiette des coupes présenté par l'ONF pour l'année 2023 ;

Considérant l'engagement dans les ventes groupées de bois par contrats d'approvisionnement pluriannuels signée entre la commune et l'ONF le 27-06-2022 ;

Considérant l'avis de la commission « Forêt » formulé lors de sa réunion du 21 octobre 2022 :

1. Assiette des coupes pour l'année 2023

En application de l'article R.213-23 du code forestier et conformément au programme des coupes de l'aménagement forestier, l'agent patrimonial de l'ONF présente pour l'année 2023, l'état d'assiette des coupes annexé à la présente délibération.

Il est proposé au Conseil Municipal d' :

- Approuver l'état d'assiette des coupes 2023 et demande à l'ONF de procéder à la désignation des coupes qui y sont inscrites ;
- Autoriser le Maire à signer tout document afférent.

- Dévolution et destination des coupes et des produits de coupes

1.1 Cas général :

Il est proposé au Conseil Municipal de :

- Décider de vendre les coupes et les produits de coupes des parcelles comme suit :

	EN VENTES DE GRE A GRE PAR SOUMISSION (Vente en salle, ouverte au public)					EN VENTES GROUPEES, PAR CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT (2)		
	En bloc et sur pied	En futaie affouagère (1)	En bloc Façonné (3)	Sur pied à la mesure	Façonnées à la mesure	Grumes	Petits bois	Bois énergie
Résineux	/		/	/	/	/	10ar,50ar,59ar, 117j,119j, 120j, 121j, 126j,127j, 129j,131j, 132j	/
Feuillus	/	Essences :	Essences : 23af,24af, 25af, 91i, 109r, 135i, 136i			Grumes	Trituration	Bois bûche Bois énergie
		/	/			/	/	/

- Pour les contrats d'approvisionnement (2), donne son accord pour qu'ils soient conclus par l'ONF qui reversera à la commune la part des produits nets encaissés qui lui revient, à proportion de la quotité mise en vente, déduction faite des frais liés au recouvrement et au reversement du produit de la vente, dont le montant est fixé à 1 % des sommes recouvrées, conformément aux articles L.214-7, L.214-8, D.214-22 et D.214-23 du Code forestier ;
Nota : La présente délibération vaut engagement de vendeur aux conditions passées entre l'ONF et les acheteurs concernés ; la commune sera informée de l'identité des acheteurs et des conditions de vente au plus tard 15 jours avant le lancement des travaux d'exploitation.
- Autoriser le Maire à signer tout document afférent.

1.2 Produits accidentels :

Il est proposé au Conseil Municipal de :

- Décider de vendre les produits accidentels de l'exercice sous la forme suivante :w

<input type="checkbox"/> façonnés à la mesure (2)	<input type="checkbox"/> sur pied à la mesure (2)	<input checked="" type="checkbox"/> en bloc et façonnés
---	---	---

- (2) Souhaiter une vente de gré à gré sous forme d'accord cadre ou par intégration dans un contrat d'approvisionnement existant ;
- Autoriser le Maire à signer tout document afférent.

1.3 Délivrance à la commune pour l'affouage :

Il est proposé au Conseil Municipal de :

- Destiner le produit des coupes des parcelles 20j, 22j, 23j, 71ar, 109r, à l'affouage ;

Mode de mise à disposition	Sur pied	Bord de route
Parcelles	20j, 22j, 23j, 71ar, 109r,	/

- Autoriser le Maire à signer tout autre document afférent.
- Une délibération spécifique à l'affouage arrête son règlement, le rôle d'affouage, le montant de la taxe et les délais d'exploitation et de vidange, et désigne les trois bénéficiaires solvables (garants).

2. Rémunération de l'ONF pour les prestations contractuelles concernant les bois façonnés et les bois vendus sur pied à la mesure

Pour les chantiers dont des produits sont à vendre façonnées en bloc ou à la mesure, Il est proposé au Conseil Municipal de :

- Chantier en ATDO :
 - Demander à l'ONF d'assurer une prestation d'assistance technique à donneur d'ordre ; et délègue la maîtrise d'ouvrage des transports de bois et chargement de plateau
 - Autoriser le maire à signer le devis que lui présentera l'ONF, et la convention de transport groupée pour l'exécution de cette prestation.
- Chantier en exploitation groupée :
 - Déléguer à l'ONF une mission de maîtrise d'ouvrage : convention d'exploitation groupée
 - Autoriser le Maire à signer la convention d'exploitation groupée que lui présentera l'ONF pour l'exécution de cette prestation.

Vote du Conseil :

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

112-2022 Budget FORET – Affouage 2023-2024

Vu le Code forestier et en particulier les articles L.112-1, L.121-1 à L.121-5, L.212-1 à L.212-4, L.214-3, L.214-5, L.243-1 à L.243-3.
Le Maire rappelle au Conseil municipal que :

- La mise en valeur et la protection de la forêt communale sont reconnues d'intérêt général. La forêt communale de BAUME LES DAMES, d'une surface de 1387.31 ha étant susceptible d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution, relève du Régime forestier ;
- Cette forêt est gérée suivant un aménagement approuvé par le Conseil municipal et arrêté par le préfet en date du 25/10/2004. Conformément au plan de gestion de cet aménagement, l'agent patrimonial de l'ONF propose, chaque année, les coupes et les travaux pouvant être réalisés pour optimiser la production de bois, conserver une forêt stable, préserver la biodiversité et les paysages;
- L'affouage qui fait partie intégrante de ce processus de gestion, est un héritage des pratiques communautaires de l'Ancien Régime que la commune souhaite préserver. Pour chaque coupe de la forêt communale, le conseil municipal peut décider d'affecter tout ou partie de son produit au partage en nature entre les bénéficiaires de l'affouage pour la satisfaction de leurs besoins domestiques, et sans que ces bénéficiaires ne puissent vendre les bois qui leur ont été délivrés en nature (Articles L.243-1 du Code forestier).
- L'affouage étant partagée par foyer, seules les personnes qui possèdent ou occupent un logement fixe et réel dans la commune sont admises à ce partage.

En conséquence, il invite le Conseil municipal à délibérer sur la campagne d'affouage 2023-2024 en complément de la délibération concernant l'assiette, la dévolution et la destination des coupes.

Considérant l'aménagement en vigueur et son programme de coupes ;

Considérant le tableau d'assiette des coupes proposé par l'ONF le 21/10/2022 ;

Considérant la délibération sur l'assiette, la dévolution et la destination des coupes de l'exercice 2023 en date du 02/12/2022

Il est proposé au Conseil municipal de :

- **Décider de partager l'affouage par foyer parmi les personnes qui possèdent ou occupent un logement dans la commune à la date limite d'inscription pour l'affouage. La liste des ayants-droits (rôle d'affouage) sera publiée en mairie en annexe de la demande d'inscription. Les lots seront attribués par tirage au sort.**
- **Destiner le produit des coupes (houppiers, taillis, perches, brins et petites futaies) des parcelles 2j, 20j, 91i, 109r et 10 à l'affouage sur pied ;**
- **Décider que les habitants qui souhaitent bénéficier de l'affouage procèdent à une inscription volontaire en Mairie accompagné d'un justificatif de domicile. Ces derniers pourront choisir à l'inscription l'un des trois volumes proposés : 5 ;15 ou 30 stères. Cela afin de correspondre aux besoins en bois de feu de chacun.**
- **Désigner comme Garants (Responsables) :**
 - BASSENNE Christian,
 - BOILLLOT Julien
 - CACHOT Denis
- **Autoriser le Maire, ou les adjoints ayant la délégation « Forêt » à signer le règlement d'affouage**
- **Fixer le montant total de la taxe d'affouage à 7 €/Stère.**
- **Fixer les conditions d'exploitation suivantes :**
 - **L'affouagiste devra présenter une attestation d'assurance RC valide.**
 - **Les prescriptions particulières propres à chaque portion, les délais d'exploitation et d'enlèvement seront spécifiées dans le règlement d'affouage.**
 - **Les affouagistes se voient délivrer du taillis, des perches, des brins, de la petite futaie et des houppiers désignés par l'ONF. Des tiges nécessitant l'intervention préalable d'un professionnel pourront être abattues par la commune avant mise à disposition aux affouagistes. Elles seront dans ce cas mises à disposition sur coupe.**

Autoriser le Maire et ses adjoints délégués à la Forêt, à signer tout document afférent.

Vote du Conseil :

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

113-2022 Tarifs des récompenses offertes par la Ville

Différentes gratifications sont d'usage dans la vie de la collectivité : remise des récompenses du concours des maisons fleuries, cadeaux divers pouvant rythmer la vie de la collectivité (protocole-cérémonie, autres cadeaux d'usage). Afin de réglementer ces procédés, une délibération a été prise au Conseil Municipal du 5 juin 2018. Toutefois, au vu des contraintes budgétaires actuelles, il est nécessaire de revoir certaines de ces prestations :

• Maisons fleuries

Annule et remplace la délibération G03 - Tarification des récompenses offertes par la ville – Année 2018.

Chaque année, la Ville de Baume les Dames organise un concours des maisons fleuries avec un jury dédié et plusieurs niveaux de récompenses. L'attribution de ces prix sera graduée de manière progressive, les récompenses les plus élevées ne devant pas excéder 100€ TTC.

Les catégories sont les suivantes :

- Encouragements
- Maisons en trois sous-catégories (bronze, argent, or)
- Appartement en trois sous-catégories (bronze, argent, or)
- Aménagements paysager en trois sous-catégories (bronze, argent, or),
- Coup de cœur
- Commerces
- **Protocole-cérémonie**

Dans le cadre des usages protocolaires, la collectivité peut être amenée à financer des remises de bouquets, de gerbes ou des présents (centenaires, cérémonies officielles...). Les dépenses réalisées pour ce type d'occasions seront fixées au cas par cas, dans la limite d'un plafond de 100 € TTC par événement.

- **Autres cadeaux d'usage**

Dans le cadre de la vie de la collectivité, il est admis certains usages pouvant engendrer une dépense publique : départ à la retraite des agents, médailles du travail, distinction honorifique attribuée à un citoyen baumois, un élu, ou un agent. Cette dépense sera étudiée au cas par cas et ne pourra pas excéder 100 € TTC par événement.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver ce cadrage tarifaire des gratifications et d'autoriser le Maire à engager et liquider les dépenses en découlant.

Vote du Conseil :

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

COMMANDE PUBLIQUE

114-2022 Marché de maîtrise d'œuvre relatif à l'aménagement des espaces publics du cœur historique

Une consultation relative au marché de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement des espaces publics au centre historique de Baume les Dames a été réalisée selon une procédure adaptée. La consultation a été réalisée sur la plateforme de dématérialisation achatpublic.com, sur le site du BOAMP (Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics) et sur le site internet de la Ville.

La date limite de retour des offres était fixée au 13 octobre 2022 à 12h00.

Les missions demandées sont :

Phase	Objet
DIAG	Diagnostic Esquisse
AVP	Avant-projet sommaire
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance pour la passation des contrats de travaux
EXE	Etudes d'exécution
DET	Direction de l'exécution du contrat de travaux
AOR	Assistance lors des opérations de réception
Mission OPC	Ordonnancement, pilotage, coordination

Une mission complémentaire a été demandée :

	Objet
Mission complémentaire MC	Recherche de subventions et préparation des pièces pour les dossiers de demande de subventions

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0 %
2-Valeur technique	50.0 %
3-Délais proposés pour les missions AVP et PRO	10.0%

A l'issue de la date limite de retour, 4 (quatre) candidats ont répondu.

Ils ont tous été invités à participer à une audition le 26 octobre.

Après analyse des candidatures et des offres, la commission MAPA du 8 novembre 2022 propose de retenir le groupement AU DELA DU FLEUVE (Mandataire 25000 BESANCON) / BUREAU DU PAYSAGE / LA FABRIKE / LE POINT LUMINEUX pour les montants d'honoraires suivants :

Tranche	Désignation	Rémunération HT compris mission OPC
TF	Place de l'Abbaye + Passage Tanconville	47 852.50 €
TO 001	Place de la République / Place de Gaulle / Place de la Loi	84 145.00 €
TO 002	Place St Martin	30 648.00 €
TO 003	Rue Bougeot / Rue de la Basse Cour / Rue des Armuriers / Rue Faivre d'Esnans	39 951.50 €
Montant total		202 597.00 €

Mission	Montant € HT
MC : Recherche de subventions et préparation des pièces pour les dossiers de demande de subventions	2 500.00 €

Il est proposé au Conseil Municipal de suivre l'avis de la commission MAPA du 8 novembre 2022, d'attribuer le marché et d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces à intervenir.

Vote du Conseil :

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

Monsieur Jean-Marc VUILLEMIN est surpris qu'aucun élément de la consultation ne renvoie aux éléments historiques et archéologiques de la place de l'abbaye.

Madame Sylviane MARBOEUF précise que cela est précisé dans le cahier des charges de consultation et que la Ville travaille en étroite collaboration avec la DRAC. Le cahier des charges a été établi avec la participation d'un architecte du patrimoine.

Monsieur Jean-Marc VUILLEMIN souhaite qu'au-delà du côté paysager, le monument historique de l'Abbaye soit également mis en avant.

Monsieur le Maire indique que la valorisation de ce patrimoine est essentielle, en effet, mais il évoque la nécessité d'avoir des moyens pour cela.

I15-2022 Avenant n°1 relatif à la maîtrise d'œuvre pour les travaux du bassin d'orage

Par délibération en date du 3 mai 2022, le conseil municipal a retenu le groupement Cabinet MONTMASSON Ingénieurs Conseils / SETUI/ David Ferré, pour une mission de maîtrise d'œuvre relative à la construction d'un bassin d'orage, dont le coût estimé des travaux était de 5 600 000.00 € HT.

Le montant total des honoraires était de 118 872.45 € HT (marché de base 103 189.63 + M1 : 3151.18 HT + M2 : 1370.08 HT + M3 : 1598.42 HT + M4 : 2374.80 HT + M5 : 1278.74 HT + M6 : 5909.60 HT).

Le maître d'œuvre a remis l'avant-projet définitif. Il convient à ce stade des études, et conformément aux dispositions du livre IV, Titre III du Code de la Commande Publique régissant la maîtrise d'œuvre, d'établir par avenant le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre.

Le montant définitif des travaux à ce stade est de 6 890 069.00 € HT avec un taux de rémunération de 1,8426%.

Le forfait de rémunération définitif est réparti de la manière suivante :

Éléments de mission	Taux	Montant HT
Reprise PRO	20.85	26 470.41 €
ACT	17.9	22 725.20 €
VISA	11.95	15 171.29 €
DET	39.52	50 173.17 €
AOR	9.78	12 416.34 €
Total	100%	126 956.41 €

Missions complémentaires		Montant HT
M1	OPC ordonnancement, Pilotage, Coordination	3 877.12
M2	Coordination SPS Sécurité et protection de la santé	1 370.08
M3	Contrôleur Technique de Bâtiment	1 598.42
M4	Études géotechniques G4	2 374.80
M5	Contrôle des réseaux	1 278.74
M6	Demandes de subvention	5 909.60
Total		16 408.76

Le nouveau montant des honoraires est de 143 365.17 € HT.

Il est proposé au Conseil Municipal de suivre l'avis favorable de la commission MAPA du 8 novembre 2022 et d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces à intervenir.

Vote du Conseil :

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

I16-2022 Avenant N°1 relatif aux travaux de canalisations lot2 - avenue de Verdun

La ville a signé en date du 25/04/2022 un marché relatif aux travaux de renouvellement et création de canalisations eau potable et assainissement – lot 2 Rue de Verdun, avec le groupement SOGEA FRANCHE COMTE / CLIMENT TP.

Le présent avenant n°1 a pour objet la mise à jour du bordereau des prix unitaires par l'introduction de prix nouveaux suite à des adaptations de chantier.

➤ Les articles ajoutés au bordereau de prix unitaire sont les suivants :

N°	Intitulé	Montant € HT
36	TERRASSEMENT TECHNIQUE DOUCE AUTOUR DE L'OVOÏDE Ce prix rémunère, au forfait, le terrassement en technique douce autour du réseau ovoïde existant. Il comprend l'amenée à pied d'œuvre du matériel nécessaire aux terrassements manuels ou à l'aspiratrice, l'évacuation des déblais et toutes sujétions de fourniture et de main d'œuvre. Le forfait (prix en lettres) : neuf cent cinquante euros	950.00
37	PERCEMENT MANUEL DE L'OVOÏDE Ce prix rémunère, à l'unité, l'exécution du perçement du réseau ovoïde existant pour le passage d'une canalisation de diamètre nominal 200 mm. Il comprend notamment le perçement des parois par démontage soigné et manuel des pierres maçonnées, leur stockage à proximité du chantier et l'évacuation à la décharge des produits excédentaires. L'unité (prix en lettres) : trois cents cinquante euros	350.00
38	FOURNITURE ET POSE D'UNE BUSE ACIER DN 200 Ce prix rémunère, au mètre, la fourniture et la pose d'une canalisation en acier de diamètre nominal 200 mm au travers du réseau ovoïde existant. Il comprend la fourniture à pied d'œuvre de la canalisation acier, les coupes de tuyaux, l'épuisement et le pompage éventuels, le calage et l'enrobage, la fourniture à pied d'œuvre et la pose du grillage avertisseur détectable de couleur bleu et toutes sujétions de fourniture et de main d'œuvre. L'unité (prix en lettres) : deux cents quatre-vingt-dix euros	290.00
39	HABILLAGE EN PIERRES MACONNEES AUTOUR DU BUSAGE DE L'OVOÏDE Ce prix rémunère, à l'unité, l'habillage en pierres maçonnées autour du busage de l'ovoïde. Il comprend le façonnage du masque autour de la canalisation acier par la maçonnerie des pierres stockées lors du démontage à l'aide de mortier. L'unité (prix en lettres) : quatre cent cinquante euros	450.00
40	GRAVE CIMENT Ce prix rémunère, à la tonne, la fourniture à pied d'œuvre et la mise en œuvre de grave ciment 0/20 pour structure sur une épaisseur de 40 cm et comprend notamment, la préparation éventuelle de la couche de forme avant application, la fourniture des granulats et des produits entrant dans la composition, la fabrication, le transport et le déchargement à pied d'œuvre ainsi que toutes sujétions de fourniture et de mise en œuvre, y compris le réglage. La tonne (prix en lettres) : cent trente-trois euros	133.00
41	RABOTAGE 8 CM Ce prix rémunère, au mètre carré, le rabotage de la chaussée sur une épaisseur maximale de 8 cm. Il comprend l'amenée et le repli du matériel, le rabotage mécanique de la chaussée y compris le dégagement de tous les ouvrages (regards, bouches à clefs...), le balayage, le chargement des produits sur camion, leur évacuation dans un site agréé, le repliement du matériel et toutes sujétions Le mètre carré (prix en lettres) : neuf euros	9.00
42	BICOUCHE PROVISOIRE Ce prix rémunère, au mètre carré, l'exécution d'un enduit bicouche à l'émulsion provisoire sur la route départementale (afin de protéger la grave ciment pendant la période de réouverture du chantier à la circulation) à l'émulsion de bitume 65 %, 1 ^{ère} couche 2,5 kg/m ² d'émulsion, 10 l/m ² de granulats calcaires 6/10 lavés, 2 ^{ème} couche 1,5 kg/m ² d'émulsion, 6 l/m ² de granulats calcaires 4/6 lavés, y compris la fourniture, le transport, la mise en œuvre de tous les constituants ainsi que le cylindrage, le balayage et toutes sujétions. Le mètre carré (prix en lettres) : neuf euros et cinquante centimes	9.50

Le montant du marché initial est de 112 193. 75 € HT.

L'incidence financière sur le marché est une augmentation de 4.95 % soit une plus-value de 5 553.61 € HT (nouveau montant du marché 117 747.36 € HT).

Il est proposé au Conseil Municipal de suivre l'avis favorable de la commission MAPA du 8 novembre 2022 et d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces à intervenir.

Vote du Conseil :

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

AMENAGEMENT / URBANISME / CADRE DE VIE

117-2022 Approbation de scénario projet du Barrage des Pipes

Le barrage des Pipes-Ropp est situé sur un tronçon classé en liste 2 au titre de l'article L214-17 du Code de l'Environnement, il fait donc l'objet d'une obligation réglementaire de restauration de la continuité piscicole et sédimentaire.

Une étude globale a été engagée en 2010 par la Communauté de Communes du Pays Baumois qui a révélé que les principales actions à mener sur le cours d'eau sont la restauration de la continuité écologique, ainsi que l'amélioration de la qualité de l'eau.

Par la suite, une étude spécifique du barrage a été engagée en 2014 par la Communauté de Communes du Pays Baumois, assistée par l'EPTB Saône et Doubs. Le bureau d'étude Naldeo a étudié différents scénarios afin de restaurer la libre circulation des espèces piscicoles et améliorer la qualité morphologique du Cusancin. Aucun scénario n'a été retenu à cette période.

Les discussions sur le barrage des Pipes-Ropp ont été relancées par la Communauté de Communes Doubs Baumois en 2018 lors de la prise de compétence GEMAPI puis par l'EPAGE Doubs Dessoubre, lors du transfert de cette compétence au syndicat en 2021. Cette relance du projet a permis d'engager une mission de maîtrise d'œuvre complète quant à l'aménagement de l'ouvrage des Pipes-Ropp.

Les objectifs de l'étude étaient :

- La restauration de la continuité piscicole à la montaison du barrage, aujourd'hui infranchissable ;
- La restauration morphologique du Cusancin en amont du barrage ;
- L'intégration paysagère et patrimoniale des aménagements.

Une réunion du COPIL le 20 janvier 2022 a permis de présenter l'Avant-Projet de l'aménagement du seuil du barrage des Pipes-Ropp. Lors de cette réunion, l'ensemble des intervenants a souhaité obtenir de meilleurs photomontages afin de se rendre compte de l'aspect paysager de chaque scénario.

Rappel des scénarii proposés au début de l'étude :

- Scénario 1 : effacement total du barrage
- Scénario 2 : Arasement de l'ouvrage de plus de 50 cm avec échancrure au milieu du barrage
- Scénario 3 : Arasement de l'ouvrage et mise en place d'une passe à poissons

Le scénario 3 avait été écarté unanimement par les membres de la Commission Environnement de Baume les Dames lors de la réunion qui s'est tenue le 10 mars 2022.

La dernière réunion du COPIL du 6 septembre, a permis de présenter les différents photomontages réalisés afin de visualiser l'aspect paysager des scénarios et 2.

L'ensemble des intervenants de ce COPIL se sont globalement accordés sur la sélection du scénario 1, d'effacement total du seuil.

Toutefois, la décision finale revient à la commune de Baume les Dames.

Considérant que la force hydraulique n'est plus utilisée sur le secteur ;

Considérant que le potentiel hydroélectrique du barrage est d'environ 30 kw ;

Considérant qu'il n'est pas pertinent de sauvegarder le barrage en l'état du fait de sa faible capacité de production électrique ;

Considérant que le projet prévoit le comblement du canal usinier et un remodelage des berges accompagné par un aménagement paysager ;

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'abandonner le droit d'eau appartenant à la commune et donc tout usage de la force hydraulique afférant à ce droit
- D'approuver le scénario d'effacement complet du barrage des Pipes-Ropp
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son adjoint délégué, à signer tous les actes et documents devant intervenir dans ce dossier,

Monsieur Julien BOILLOT précise qu'il n'y a plus de droit d'exploitation de l'eau : abandon du droit d'eau par la commune.

Suite à réunion publique sur les scénarios du barrage des Pipes, le Docteur BESANCON souhaite intervenir lors d'un prochain Conseil Municipal.

Après discussion, les Élus valident le fait que les administrés ont déjà pu s'exprimer lors de la réunion publique. Le Docteur BESANCON sera donc orienté vers l'EPAGE Doubs Dessoubre, compétent en matière de GEMAPI et qui assure la maîtrise d'œuvre des travaux prévus sur le barrage des Pipes.

Monsieur Jean-Marc VUILLEMIN demande si le coût des travaux est porté par la Ville.

Monsieur Jean-Claude MAURICE lui répond que non, suite au transfert de compétences c'est la CCDB qui portera ce budget financé grâce à la taxe GEMAPI, bien que le barrage soit propriété de la Ville. Le projet est porté par l'EPAGE.

Monsieur le Maire précise également que l'Agence de l'Eau devait apporter une participation à la commune pour son patrimoine mais qu'ils sont finalement et injustement revenus sur la subvention proposée.

Vote du Conseil :

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

118-2022 Dossier APRR

En 1989, la société Autoroutes Paris-Rhin-Rhône (APRR) a sollicité de la commune de Baume les Dames l'autorisation pour la construction d'un pylône sur la parcelle cadastrée section ZD n°28, appartenant au domaine privé de la commune, incluse dans la forêt domaniale gérée par l'ONF.

En effet, la société APRR, qui exploite l'autoroute A36 concédée par l'Etat, indiquait à l'époque rencontrer d'importants et récurrents problèmes de communication avec ses équipes de patrouilleurs chargés de veiller à la sécurité des usagers de l'autoroute. De ce fait, cette installation technique avait pour objectif premier d'assurer la bonne communication entre les agents de la société APRR et la sécurité des usagers de l'autoroute A36.

Le Conseil Municipal du 8 décembre 1989 a admis cet argument de sécurité des usagers et a donné son accord de principe pour « la création d'un relais radio avec antenne de 40 mètres de haut », simple déclaration d'intention qui, d'une part, précisait qu'une convention d'occupation devait être régularisée et qui, d'autre part, entraînait une révision du Plan d'Occupation des Sols.

En effet, selon le POS en vigueur, la parcelle concernée est située en zone ND mais aussi et surtout frappée d'une servitude d'espace boisé classé, cette dernière interdisant toute construction nouvelle. Par conséquent, une révision du POS s'imposait pour lever cette servitude d'espace boisé classé sur ladite parcelle et rendre ainsi légale la construction du pylône.

Toutefois, sans attendre la révision du POS, intervenue postérieurement, et alors qu'aucune convention n'a été régularisée avec la commune pour définir la durée et le montant de la redevance d'occupation, un premier pylône de 40 mètres de hauteur a été édifié en 1989 puis remplacé par un pylône de 60 mètres de hauteur.

Depuis 1997, la société APRR a étendu l'exploitation de son ouvrage technique aux opérateurs de téléphonie mobile et, à ce jour, au réseau 5G.

Ce qui signifie que, depuis 1997, la société APRR perçoit des revenus commerciaux de la part des opérateurs de téléphonie mobile pour l'exploitation d'un ouvrage qui était prétendument destiné à assurer la sécurité publique alors même qu'elle occupe la parcelle sans droit ni titre, et donc sans reverser la moindre redevance d'occupation à la Commune.

Dès lors, la commune oblige la société APRR au paiement d'un montant de redevance forfaitaire de 25.000€ par an et au rattrapage des redevances non acquittées sur les cinq années antérieures, soit 125.000€.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

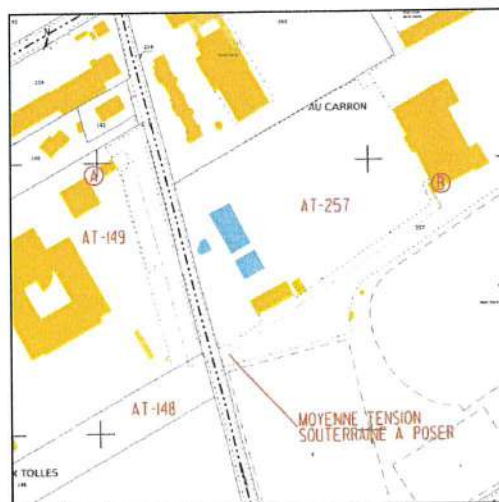
- d'obliger la société APRR aux versements d'une redevance forfaitaire annuelle de 25.000€ et d'un rattrapage des cinq années antérieures non acquittées d'un montant de 125.000€,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette délibération.

Vote du Conseil :

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

119-2022 Convention ENEDIS

La SA ENEDIS sollicite la signature d'une convention de servitudes sur les parcelles cadastrées section AT n°148, n°149 et n°257, propriétés de la Ville de Baume les Dames selon le plan ci-dessous.



Cette convention reconnaît à ENEDIS les droits suivants :

- Etablir à demeure dans une bande de 3 mètres de large, 1 canalisation souterraine sur une longueur totale d'environ 305 mètres ainsi que ses accessoires,
- Etablir si besoin des bornes de repérage,
- Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres se trouvant à proximité des ouvrages,
- Utiliser les ouvrages et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité.

Par conséquent, ENEDIS sera autorisé à faire intervenir et faire pénétrer sur les propriétés mentionnées ci-dessus ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par ses soins.

A titre de compensation forfaitaire et définitive, ENEDIS s'engage à verser lors de l'acte notarié une indemnité unique et forfaitaire de vingt (20) euros.

Ladite convention pourra être authentifiée, en vue de sa publication au service de la Publicité Foncière, par acte notarié. Les frais induits par cet acte seront à la charge d'ENEDIS.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de servitudes dont un exemplaire est ci-annexé,
- d'autoriser Monsieur le Maire et ses adjoints délégués à signer tous les actes et documents devant intervenir dans le dossier, y compris les actes authentiques y afférents dont les frais seront supportés par ENEDIS.

Monsieur Julien BOILLOT ne prend pas part au vote.

Vote du Conseil :

Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0

120-2022 Déclassement LA CAPITAINERIE

La Ville de Baume les Dames est propriétaire d'un bien immobilier dénommé « La Capitainerie » situé 25 quai du Canal à Baume les Dames. Le bien relevant du domaine public, avant la régularisation de baux de location précaire pour confier sa gestion à des particuliers, il y a lieu de constater sa désaffectation et de prononcer son déclassement du domaine public.

En effet, conformément à l'article L.2111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, les biens appartenant à une personne publique qui sont soit affectés à l'usage direct du public, soit affectés à un service public, font partie du domaine public.

Ledit ensemble immobilier a été géré par la Ville par l'intermédiaire d'une Délégation du Service Public. Cette procédure de DSP impliquait un engagement de la collectivité dans la gestion du bien par le biais de délibérations régulières du Conseil Municipal (approbation des prix appliqués, périodes d'ouverture, etc...). Le bien était donc considéré comme relevant du domaine public de la Ville. Or, la Délégation de Service Public a pris fin au 31 décembre 2021 et, à compter du 13 juillet 2021, la gestion du bien a été confiée à des particuliers sous des baux de location précaire. La commune n'intervenant plus dans sa gestion, il peut donc être considéré que le bien n'est plus affecté à l'usage du public ni à un service public.

Dès lors, il convient d'en constater la désaffectation et de prononcer le déclassement du domaine public communal.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- de constater la désaffectation de l'ensemble immobilier dénommé « La Capitainerie », sis 25 quai du Canal à Baume les Dames,
- d'en prononcer le déclassement du domaine public et de l'intégrer au domaine privé communal.

Monsieur le Maire informe les Elus que Monsieur Stéphane TURILLON souhaite un bail précaire d'un an, et ne souhaite pas d'engagement dans un bail commercial pour l'instant.

Vote du Conseil :

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

121-2022 Convention étude historique place de l'Abbaye et plan de financement

L'ensemble des façades et toitures des bâtiments, des sols et des sous-sols avec les vestiges archéologiques de la Place de l'Abbaye sont inscrits au titre des monuments historiques

En parallèle de la consultation de maîtrise d'œuvre en vue des aménagements des places du centre-ville dont la place de l'Abbaye en est la tranche ferme, il apparaît que la réalisation d'une étude historique serait indispensable.

En effet, cette étude historique, menée par Monsieur Emmanuel PARISOT, PARCELLE D'HISTOIRE, permettra une meilleure compréhension de l'évolution de la place de l'Abbaye au cours du temps, de prendre connaissance des éventuels aménagements qui ont pu exister et de faire des propositions sur un ou plusieurs partis de restitution pour une éventuelle évocation ou rétablissement de dispositions anciennes, dans le respect des objectifs du nouvel aménagement envisagé. Les conclusions de cette étude permettront d'envisager un aménagement et une mise en valeur de la place de l'Abbaye en intégrant ces dispositions historiques.

Plan de Financement :

Dépenses	HT	Recettes	Montant HT prévisionnel
Réalisation d'un dossier d'étude historique concernant la place de l'Abbaye de Baume les Dames en vue de la réhabilitation de la place	5 300 €	Subventions DRAC 40% du montant HT	2 120 €
		Commune (reste à charge : 60%)	3 180 €
Total	5 300 €	Total	5 300 €

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le présent projet et les plans de financement
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à engager toutes démarches dans le cadre du dossier
- D'autoriser les services à effectuer des demandes de subventions relatives au dossier

Vote du Conseil :

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

RESSOURCES HUMAINES

122-2022 Mise en place de la participation financière à la protection sociale complémentaire et modification de la participation financière de la prévoyance

Article 1 : Mode de mise en œuvre choisi (labellisation)

La Ville de Baume les Dames accorde sa participation aux dépenses de protection sociale complémentaire des fonctionnaires et des agents de droit public et de droit privé en activité pour le risque santé et pour le risque prévoyance dans le cadre du dispositif de labellisation.

Pour ces risques, la participation financière de la collectivité sera accordée exclusivement aux contrats labélisés au niveau national par les organismes compétents pour leur caractère solidaire et responsable qui auront été conclus par les agents.

La participation de la collectivité interviendra, à partir du **1er janvier 2023**, dans le cadre de la présente délibération.

Article 2 : Bénéficiaires

Les agents titulaires, non-titulaires et agents de droit privé en position d'activité.

Article 3 : Montant des dépenses

La collectivité souhaite moduler sa participation, en prenant les compte l'indice de rémunération de l'agent comme tel :

1/ Mutuelle (complémentaire santé) :

A noter : Participation obligatoire des employeurs publics territoriaux au plus tard le 1^{er} janvier 2026.

A cette date, la prise en charge de l'employeur devra être à hauteur d'au moins 50% d'un montant de référence qui sera fixé par décret. Une évolution de la présente délibération devra donc être envisagée au plus tard fin 2025.

→ Il s'agit ici d'une politique volontariste de la collectivité qui devance les obligations légales.

Proposition retenue :

Participation mensuelle de la collectivité pour l'ensemble des agents de la collectivité	18 euros
--	----------

La participation de la collectivité interviendra sur présentation d'un justificatif d'une assurance complémentaire labélisée.

2/ Prévoyance (maintien de salaire) :

A noter : Participation obligatoire des employeurs publics territoriaux au plus tard le 1^{er} janvier 2025.

A cette date, la prise en charge de l'employeur devra être à hauteur d'au moins 20% d'un montant de référence qui sera fixé par décret. Une évolution de la présente délibération devra donc être envisagée au plus tard fin 2025.

→ Il s'agit ici d'une politique volontariste de la collectivité qui devance les obligations légales.

Situation actuelle :

Indice majoré	300 à 350	351 à 400	401 à 450	451 à 500	501 et +
Participation / mois	16 €	13,75 €	11,5 €	9,25 €	7 €

Proposition retenue :

Participation mensuelle de la collectivité pour l'ensemble des agents de la collectivité	15 euros
--	----------

Cette délibération prise au Conseil Municipal du 15/11/2022 annule et remplace la délibération prise au Conseil Municipal du 28/03/2013, C18 / 2013 Protection sociale : mise en place d'une participation à la cotisation Mutuelle Maintien de salaire, reçue au Contrôle de Légalité de la Préfecture le 04/04/2013.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires.

Vote du Conseil :

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

123-2022 Définitions des critères d'adhésion au CNAS

Le Maire, rappelle à l'assemblée :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 9 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 88-1 ;

Vu l'avis du Comité Technique,

Considérant que l'article 88-1 de la loi du 26 janvier 1984 pose le principe de la mise en œuvre d'une action sociale par les collectivités territoriales et leurs établissements publics au bénéfice de leurs agents et qu'il s'agit d'une obligation légale et d'une dépense obligatoire pour les collectivités territoriales qui doit figurer dans le budget.

Considérant que l'action sociale vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, et à les aider à faire face à des situations difficiles et que dans ce cadre, des prestations d'action sociale individuelles ou collectives peuvent être octroyées ;

Considérant que ces prestations présentent les caractéristiques suivantes :

- le bénéficiaire doit participer, hormis dispositions spécifiques à certaines prestations, à la dépense engagée. Cette participation doit tenir compte, sauf exception, de son revenu et, le cas échéant, de sa situation familiale.

- elles ne constituent pas un élément de la rémunération, et sont attribuées indépendamment du grade, de l'emploi et de la manière de servir.

Considérant que la jurisprudence administrative caractérise l'action sociale en fonction de la prise en considération de la situation sociale, économique et familiale de chaque agent et qu'une aide prévue indistinctement en faveur de l'ensemble des agents peut être considérée comme un complément de rémunération, a fortiori si son montant est élevé.

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant de déterminer le type d'actions à mener et le montant des dépenses à engager pour les prestations d'action sociale, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

Considérant que la gestion des prestations peut être assurée :

- par les collectivités locales et établissements publics territoriaux

- pour tout ou partie et à titre exclusif, par des organismes à but non lucratif ou des associations nationales ou locales type loi de 1901.

Le CNAS, association loi 1901 à but non lucratif, est un organisme de portée nationale qui a pour objet l'amélioration des conditions de vie des personnels de la fonction publique territoriale et de leurs familles.

A cet effet, il propose à ses bénéficiaires un très large éventail de prestations (aides, secours, prêts sociaux, vacances, loisirs, culture, chèques-réduction...) qu'il fait évoluer chaque année afin de répondre à leurs besoins et à leurs attentes.
Considérant que la Ville de Baume les Dames adhère au CNAS (Comité National de l'Action Sociale), il convient de définir les règles de cotisations.

1. Liste des bénéficiaires

La Ville de Baume les Dames choisit de cotiser pour les agents suivants :

- en activité :
 - Titulaires
 - Stagiaires de la fonction publique
 - Contractuels au-delà d'un an d'ancienneté ou pour des contrats supérieurs à un an ;
- retraités :
 - agents en retraite avant le 1^{er} janvier 2022 utilisant les services du CNAS
 - agents en retraite à partir du 1^{er} janvier 2022 : pendant 5 ans au maximum, vérification chaque année de l'utilisation du service sinon radiation.

L'adhésion des agents placés en disponibilité ou en détachement pour une durée supérieure à 6 mois pour l'année à venir sera suspendue.

2. Montant des cotisations et validité de l'adhésion

Le montant des cotisations, forfaits actif et retraité, est fixé par le Conseil d'Administration du CNAS.

Le dossier d'actualisation édité chaque début d'année (prenant en compte uniquement les arrivées au 01/01/N) permet de générer l'appel à cotisation initial.

L'ajout de bénéficiaires en cours d'année fait l'objet d'appel à cotisation complémentaire (proratisé).

Lorsque la Ville paie une adhésion pour un agent, celle-ci est valable jusqu'au 31/12/N même en cas de départ de la collectivité.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires.

Vote du Conseil :

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

INFORMATIONS

La séance est levée à 23h15.
